CONFERENCE NATIONALE SUR L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

MERCREDI 25/02/2004

COMMUNICATION :

CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES ACTUELLES DE L'ECONOMIE ALGERIENNE

MESSAOUD MEDJITNA
Chargé de cours
Faculté des sciences économiques et sciences de gestion
Université d'Alger

FEVRIER 2004

Dans ce qui suit, nous nous proposons de faire une lecture de la situation économique de l'Algérie durant ces dernières années et des réponses étatiques à chaque étape.

Ainsi, et dans un premier temps, nous insisterons sur les efforts de stabilisation macro-économique et des réformes d'ajustement structurel, essentiellement à travers les accords signés avec les institutions financières et monétaires internationales.

Dans un deuxième temps, nous essaierons de montrer que pour lutter contre, surtout, le chômage de masse installé depuis longtemps, l'insécurité et l'isolement de l'Algérie sur le plan international, la situation a nécessité une vigoureuse intervention de l'Etat au niveau économique, sécuritaire et diplomatique.

I -Stabilisation macro-économique et ajustement structurel

Après avoir frôlé la cessation de paiement à deux reprises (en 1988 et 1994) et après des années d'hésitation à s'engager sérieusement dans des réformes économiques radicales, finalement l'Algérie s'est décidée au milieu des années 90 à signer, dans un premier temps, un accord stand-by avec le Fonds Monétaire International (FMI), qu'elle a mise en œuvre durant la période avril 1994-mai 1995 et, suivi dans un second temps par l'accord de facilité de financement élargi couvrant la période 1995-1998.

1-1- L'accord Stand-by

Ces réformes de stabilisation macro-économiques ont permis à l'Algérie de résorber les grands déséquilibres économiques et financiers et ont surtout permis de résorber le déséquilibre fondamental entre l'offre et la demande globale du au fait que le pays vivait au-dessus de ses propres moyens durant une longue période.

Les principales mesures de stabilisation qui ont été mises en œuvre sont les suivantes :

a) **Adoption d'une rigueur budgétaire** notamment concernant les dépenses publiques visant l'atteinte d'un

équilibre budgétaire à partir de 1996 et permettant l'élimination du financement monétaire des ces dépenses (éviter au maximum le recours à la planche à billets).

b) **Suppression des subventions des produits et libéralisation des prix** (sauf quelques rares exceptions de plafonnement temporaire comme pour le lait et le pain).

c) Adoption d'une **politique monétaire restrictive** avec libéralisation des taux d'intérêt lesquels ont franchi le niveau record de 20% pendant la deuxième moitié des années 1990.

d) **L'ajustement de la parité du dinar** s'est effectué tout d'abord par une dévaluation brusque de 39% (ce qui a ramené le taux de change Dinar/Dollar US de 24 à 36 DA pour 1$), suivie ensuite par une dépréciation continue qui s'est étalée sur plusieurs années. Le taux de change DA/$ US a continué à augmenter, si bien qu'au début de l'année 1997, la parité officielle du dinar s'est approchée sensiblement de celle du marché parallèle et a provoqué une chute importante du niveau de vie de l'Algérien. Il faut relever aussi que cet ajustement a créé une situation particulièrement difficile pour les opérateurs économiques endettés en devises qui se sont retrouvés du jour au lendemain avec des pertes de change atteignant des montants colossaux du seul fait qu'ils ont financé en partie leur investissement en usant du seul crédit acheteur disponible. Il faut souligner aussi que la réponse étatique à cet important problème aura été une approche de traitement au cas par cas , loin d'une solution équitable et encourageante pour tous les investisseurs[1] ayant subis différemment une forte contribution à la nécessaire stabilisation macroéconomique.

[1] La réponse étatique à un même problème aura été différente selon le type d'opérateur public ou privé ; en effet pour le secteur public, il y à eu prise en charge totale par l'Etat des pertes de change alors que , pour les opérateurs privés , il y à eu un traitement au cas par cas.

Cependant, il est connu que ces performances de stabilisation macro-économiques ont comme corollaire la persistance d'un fort déséquilibre du marché du travail, facteur de stabilité sociale.

I.2 L'accord de Facilité de Financement Elargi

Cet accord avec le FMI était mis en application en même temps qu'un programme d'ajustement structurel durant la période (avril 1995- mars 1998). Ces deux accords avaient pour objectifs :

a) Une **croissance économique soutenue** et créatrice d'emploi.

b) Un maintien et une **consolidation de la stabilisation macro-économique.**

c) Un **assainissement de la balance des paiements** (réduction du déficit courant et du service de la dette extérieure).

d) Un soutien au **niveau de vie des couches défavorisées.**

Quelles que soient l'importance et la convergence de ces objectifs, nous pensons que les efforts du pouvoir en place à l'époque étaient surtout orientés et concentrés sur la transition vers l'économie de marché et un désengagement progressif de l'Etat, surtout des activités de production et de commercialisation.

Les principales mesures prises dans le cadre de ces deux accords sont :

a) **La promulgation de la loi de Mai 1993** relative à la privatisation autorisant la participation du privé au capital des entreprises publiques à hauteur de 39% et qui donne aussi la possibilité de privatiser la gestion de ces entreprises sur un simple accord entre les partenaires concernés.

b) **Ouverture du capital des banques publiques au capital privé** et autorisation de création de banques privées nationales ou étrangères.

c) **Modification de la loi de Mai 1995** relative à la privatisation dans le sens de permettre la privatisation totale d'entreprises publiques.

d) La loi relative à la **restitution des terres agricoles nationalisées** à leurs propriétaires originaux.

Par conséquent, c'est dans ce **nouveau cadre juridique et institutionnel** que le premier plan de privatisation des 200 entreprises économiques locales a été établi (avril 1996). Le processus de privatisation qui a été lent au départ a pris de l'ampleur par la suite, si bien qu'à la fin de l'année 1998 plus 1000 entreprises ont été privatisées ou liquidées. Les entreprises, moins nombreuses, considérées comme viables ont été privatisées permettant de sauvegarder surtout des postes de travail. Les autres, plus nombreuses et considérées comme non viables étaient simplement liquidées.

Il est à noter que ce grand nombre d'entreprises était dans sa majorité des entreprises locales et de petite et moyenne taille avec, exceptionnellement, quelques grosses entreprises du BTP et du commerce.

La privatisation des grosses entreprises n'a démarré qu'avec la mise en œuvre du deuxième programme (en 1997) qui concernait 250 entreprises sur les quelques 400 existantes. C'est à partir de là et dans un contexte, il faut le souligner, manquant d'une stratégie globale et d'une vision à long terme, que des difficultés réelles concernant le processus de privatisation sont apparues. Celles-ci résident dans l'importance de la taille de ces entreprises au regard des capacités financières et managériales encore réduites de notre secteur privé naissant ; l'insécurité qui régnait dans le pays, ajoutée à un cadre institutionnel ayant lui-même besoin d'être réformé et modernisé, ayant produit un environnement peu attractif pour l'investissement .

Néanmoins, et depuis la fin des années 1990, l'Algérie bénéficie d'un cadre macro économique stable et mieux sécurisé. Dans ce cadre, le taux d'inflation a été ramené à des niveaux

acceptables (environ 4%) après avoir atteint des niveaux records à deux chiffres (29%) juste auparavant (deuxième moitié des années 1990). Il en est de même des niveaux de taux d'intérêt devenus acceptables après avoir franchi la barre des 20% et pour les mêmes périodes.

Si l'Algérie a réussi à retrouver ses grands équilibres économiques et financiers, conditions nécessaires mais insuffisantes pour la réussite de la relance économique et le développement soutenable, elle a par contre peu réussi quant à une restructuration[2] satisfaisante des entreprises du fait de la lenteur et des processus mis en œuvre

Il faut souligner que, généralement, le secteur public industriel qui est réputé comme étant le plus créateur de richesse et le plus pourvoyeur en emploi n'est toujours pas suffisamment performant. Ainsi, d'après les chiffres avancés en 2002 par l'ex-Ministre de la privatisation et de la promotion des investissements, sur un effectif de plus 1100 entreprises publiques plus de 70% se trouvent dans un état de déficit chronique supportant une dette cumulée de 15 milliards de $ et, seules les 30% restantes étaient récupérables[3]. Vu l'état économique de ces entreprises, toute tentative de renflouage ou de sauvetage coûterait au trésor public pas moins de 53 milliards de $ qui constitue en somme un coût astronomique au-delà des moyens économiques du pays avec, en plus, aucune garantie de réussite. Dans ce contexte économique difficile[4], faut-il réellement compter uniquement sur le secteur privé national naissant (pour la création surtout de la PME et la PMI) afin de relancer à des taux suffisants la croissance économique, de résorber le chômage de masse existant et faire face

[2] On entend par restructuration économique la réaffectation des ressources économiques disponibles en fonction de l'efficience et de la compétence de telle manière qu'elles soient rentabilisées.

[3] Le CNES a souligné dans son rapport économique de 2002 que deux ans auparavant 35% de ces entreprises publiques économiques étaient dans un état de déficit chronique.

[4] Suite à l'événement de la création du Fonds National de Garantie de l'investissement, le Ministre actuelle des PME et PMI a déclaré que 20% seulement des nouveaux investissements bénéficient d'un financement bancaire.

à l'arrivée chaque année sur le marché du travail de dizaines de milliers de jeunes demandeurs d'emploi. Le nombre de PME et PMI crées par année en Algérie (8671 en 2002) reste très en deçà du seuil suffisant pour couvrir et faire face à la demande d'emploi. A titre comparatif, en Italie, il se crée chaque année pas moins de 60000.

Partant de là, la conclusion qui s'impose est que la création d'un espace économique plus stable et mieux sécurisé n'a pas à lui seul été suffisant pour faire avancer les réformes de restructuration, surtout dans son volet privatisation des grandes entreprises et, cela même six (06) années après la période (95-98) couverte par les accords signés avec le FMI et la BIRD.

C'est dans ce contexte économique national caractérisé par une relative insécurité, un isolement sur le plan international et, un taux de chômage élevé auxquels les secteurs économiques public et privé, à eux seuls, ne pouvaient faire face, **qu' une intervention vigoureuse de l'Etat devenait une nécessité**.

La réponse de l'Etat à cette situation s'est traduite par des actions simultanées et à différents niveaux, au plan national comme au plan international. Ces actions ont concerné un ensemble de dispositifs pour lutter contre le chômage de masse (à commencer par le micro crédit à partir de 1997 puis, la mise en place de l'APSI, de l'ANSEJ, et, il est prévu de lancer une autre initiative ciblant les 35-50 ans).D'autres actions soutenues visant à briser l'isolement du pays sur le plan international ont été menées (accord vers l'Union Européenne, adhésion imminente à l'OMC, participation active à l'initiative du NEPAD...). Mais, la colonne vertébrale de cette réponse étatique reste le programme pour la relance économique.

2- Les principales actions de l'Etat

2-1- Le programme pour la relance économique

Ce programme de quatre années (04 ans), annoncé par le président de la république au mois de Juin 2001, n'est pas un plan

ni un programme économique en soi mais un « programme pour la relance économique » de près de 7Mds de $,auquel on pourrait ajouter la mise en place d'un fonds de développement des treize Wilayate du Sud avec une enveloppe de 25Mds de DA.

Ce programme **consiste** essentiellement :

- à financer des équipements sociaux
- à financer les infrastructures y compris celles de télécommunication
- à promouvoir l'environnement économique
- à promouvoir le développement de l'agriculture et le monde rural

Le programme **vise** en particulier l'atteinte :

- d'un taux de croissance de 5 % à 6% par an durant la période 2001/2004 et,
- résorber le plus de chômage possible
- réduire le stock de la dette de 28,3Mds de $ (1999) à 22Mds de $, avec un taux de service de 20%.
- en ce qui concerne l'agriculture et le monde rural, le PNDA (étendu en PNDRA) vise essentiellement à étendre la surface agricole utile (SAU) de 950000ha, la reconversion de 750000ha, et création de 700000 emplois (2000-2004), avec un taux de croissance objectif de la production agricole de 10% par an.

Jusqu'au 31/12/2003 près de 472Mds de DA ont été consommés, et ont permis :

- **d'augmenter le budget d'équipement** de 7% en 2001 à 13,2% et 14% pour les deux années suivantes et, 14,6% prévus pour 2004.

- De réaliser un **taux de croissance** de 4% en 2002 et 6,8% en 2003, l'augmentation étant surtout due au secteur des hydrocarbures (avec 6Mds de $ de plus) et au secteur agricole avec un taux de croissance de 17% et celui des services avec 7%.

- Un niveau de **réserves de change** de 8Mds de $ en fin 1999 à 32,9Mds de $ en Décembre 2003, **améliorant la liquidité et la solvabilité du pays et, par là même, l'attractivité pour les investissements étrangers**. L'importance du niveau record atteint par les réserves de change permet de financer confortablement les opérations courantes de la balance des paiements. Elle peut permettre aussi d'offrir aux opérateurs économiques algériens, disposant de capacités d'autofinancement, le choix de régler leurs paiements en devises cash, c'est à dire sans recourir aux lignes de crédits comportant des risques de change et des coûts liés au paiement d'intérêts.

- Le nombre de **Petites et moyennes entreprises** est passé de 179893 en 2001 à 188544 en 2002 soit un accroissement de 4,82% (en termes absolus 8671 entreprises de plus).

- Il est à souligner, en outre, que **l'amélioration du cadre macroéconomique et surtout sécuritaire** permettent de plus en plus le retour d'investisseurs étrangers (compagnies aériennes) et l'installation de nouveaux investisseurs dans divers secteurs (hydrocarbures, BTP, banques, assurances, télécommunications, pharmacie, automobile, matériaux de construction...).

- La **création de plus de 1.100.000 emplois**[5]. Ceci a permis non seulement d'offrir des postes de travail pour plus de deux cent mille (200.000) nouveaux demandeurs d'emploi, mais aussi, l'absorption partielle du chômage cumulé durant la période précédente ramenant le taux de chômage de près de29% à 26%.L'équivalent de 607686 emplois permanents ont été crées par le seul secteur de l'agriculture.

- La SAU a augmenté, durant la même période, de 250151ha.

- Dans le secteur agricole et rural, les engagements pour l'année 2003 se sont élevés à 100Mds de DA (niveau sensiblement égal

[5] Statistiques ONS concernant la période 1998/2003.

à celui de 2002), dont 24 Mds de DA de soutien à la mise à niveau des exploitations agricoles, notamment pour les filières de la reconversion et, pour l'irrigation. Pas moins de 221730 exploitations ont adhéré au PNDRA à Octobre 2003. L'investissement a déjà concerné pas moins de 40000 exploitations.

Ce programme, même s'il a eu des effets positifs sur la demande globale y compris la consommation, n'est **pas en soi un programme de relance économique par la consommation** comme il a été déjà dit plus haut, c'est plus un programme pour la création des conditions d'une relance économique. En effet, il consiste surtout en le développement d'infrastructures de base, y compris sociales, créant un environnement plus favorable à l'investissement, moteur de la croissance par excellence. Cet environnement est aussi favorable au retour des capitaux algériens à l'étranger et aussi l'accroissement des transferts des nationaux résidants à l'étrangers actuellement insignifiants par rapport aux potentialités existantes et aux pays comparables[6].

Ces dépenses ont eu certes un effet positif sur la consommation mais, peut on éviter les pressions inflationnistes qu'elles peuvent engendrer ? En effet, la question se pose sachant bien qu'une bonne partie de ces dépenses a été allouée au financement des équipements sociaux et des infrastructures de base, certes créateurs d'emplois mais, pas de biens de consommation directement. Les pressions inflationnistes induites peuvent être jugulées si l'offre nationale est suffisamment élastique ou, maîtrisées par une régulation étatique.

[6] **Tab. 2: Transfert des émigrés en milliard de $ pour l'année 2002**

INDE	MEXIQUE	PHILIPPINE	MAROC	EGYPTE	JORDANIE	LIBAN
10	9.9	6.4	3.3	2.9	2.0	2.3

Le Monde du 15/04/2003

2-2- Les actions pour améliorer la sécurité et briser l'isolement

Il faut souligner qu'en plus des performances économiques de ces dernières années, dues essentiellement au programme pour la relance économique et à la stabilisation macro-économique, l'Algérie a réussi à sortir de son isolement des années 1990. Ceci peut être perçu à travers :

a)- la **lutte contre le terrorisme** : l'Algérie a pu faire, non seulement, évoluer la compréhension du phénomène du terrorisme auprès de la communauté internationale, mais aussi, les méthodes dans son traitement, surtout après les événements du 11 Septembre 2001 aux USA. Ceci à eu un impact positif important sur l'amélioration de la situation sécuritaire, créant un environnement bien plus favorable à l'investissement et, à l'ensemble des activités économiques.

b)- la **signature de l'accord de partenariat avec l'union européenne :**

En effet, dès le mois de Juin 1996, des négociations en vue de la conclusion d'un accord de partenariat avec la commission européenne ont commencé. Après plusieurs sessions et de nombreuses réunions techniques, les négociations ont abouti et, les derniers points en suspens ont été réglés le 05/12/2001 dans le cadre d'une troïka ministérielle européenne. Le projet d'accord a été unanimement approuvé par les Etats membres au sein du groupe Maghreb-Machrek le 10/12/2001 et paraphé, juste après , le 19 Décembre 2001.

Ce projet d'accord a pour objet d'établir une association entre l'Union européenne d'une part et l'Algérie d'autre part. Il remplacera l'accord de coopération et l'accord relatif aux produits CECA signés en 1996, et, toujours en vigueur à cette date. Vu les conditions et le contexte dans lesquels était l'Algérie, ceci constitue , même en accusant un retard sur les pays voisins, une réalisation importante dans le cadre de la nécessaire intégration à l'économie aussi bien régionale que mondiale. Ainsi, le futur accord sera conclu pour une durée illimitée et permettra de renforcer les liens

existants entre l'UE et l'Algérie. Les principaux éléments qui ressortent de l'accord sont les suivants :

- **Un dialogue politique.**

- **Une zone de libre échange** à instaurer, progressivement et en conformité avec les règles de l'OMC, dans un délai de douze (12) ans au maximum à partir de la date de ratification.

- Parmi les objectifs affichés de l'accord, le **soutien de l'UE à l'Algérie dans ses actions de développement économique et social durable**. Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre une coopération financière visant en particulier la modernisation de l'économie algérienne ; la mise à niveau des infrastructures économiques ; **la promotion de l'investissement privé et des activités créatrices d'emploi** ; la prise en compte des conséquences de la mise en place d'une zone de libre échange et, l'accompagnement des politiques mises en œuvre dans les secteurs sociaux.

L'entrée en vigueur de cet accord n'interviendra qu'après ratification par les parlements des parties concernées qui, habituellement peuvent prendre jusqu'à quatre (04) années pour ratifier le projet paraphé.(à aujourd'hui, quatre pays européens l'ont déjà paraphé).

c)- L'adhésion à l'OMC

L'Algérie a, pour la première fois, exprimé, par le canal diplomatique, sa volonté d'adhérer à l'OMC **en 1987** en même temps que le géant chinois. Pour des raisons connues de tous, la relance des contacts n'a pu avoir lieu qu'en 1993 puis, en 1996 pour n'être activée effectivement qu'au lendemain des élections présidentielles de 1999. Depuis, les contacts et les négociations ont été accélérés , la signature de l'accord d'adhésion devant avoir lieu d'ici la fin du premier semestre 2004. Si le but immédiat de cette activation est de briser l'isolement du pays, l'objectif principal reste économique. En effet, l'adhésion vise, en un premier temps, à faciliter l'accès au marché mondial même si les possibilités actuelles d'exportation hors hydrocarbures restent limitées.

L'adhésion à l'OMC , certes, ne serait pas sans conséquences négatives sur l'économie nationale (surtout emploi). En effet, nous savons bien que, dès la signature de l'accord, le niveau de taxe douanière actuellement plafonné à 30% sera graduellement rabaissé pour s'aligner à terme (en 12 ans) sur le niveau de celui des pays membres (3,8% pour les USA actuellement et du même ordre pour les pays de l'UE).

D'un autre côté, l'adhésion à l'OMC permettrait non seulement l'accès dans les mêmes conditions que ceux des autres pays au marché mondial pour les exportations[7], mais aussi, des possibilités de sous-traitance et de partenariat (partage du risque) et acquisition de savoirs faire au niveau mondial.

Faisant abstraction de tout ce qui précède, **pouvons nous nous permettre de ne pas adhérer à l'OMC**, sachant bien qu'à la date d'aujourd'hui, 148 pays sont déjà membres et au moins une trentaine (dont l'Algérie) sont en négociation pour leur adhésion ?

2- Quelques préoccupations de l'entreprise économique

Néanmoins dans tout ce processus les inquiétudes, exprimées ici et là par l'opérateur économique algérien en général, méritent d'être prises en charge. En effet, en plus de l'activité informelle qui prend de plus en plus d'ampleur constituant une concurrence déloyale entravante, nous pouvons citer:

- La mise à niveau des entreprises[8] :

Elle vise l'amélioration de la compétitivité des entreprises et ne se réduit pas à résoudre les problèmes internes de

---

[7] Exemple de l'exportation d'un produit agricole maraîcher envisagé à partir de la région de Jijel : Un arrivage algérien et un arrivage tunisien du même produit, toute chose égale par ailleurs, seront traités différemment aux frontières de l'UE en termes de taux de taxe douanière. En effet, la Tunisie membre de l'OMC, son produit bénéficie de moins de taxe à l'entrée.

[8] A notre sens, la mise à niveau se doit d'être perçue comme un processus dynamique mettant des efforts internes dans la formation et surtout la recherche scientifique.

l'entreprise, mais, s'étend à l'ensemble de son environnement économique et particulièrement l'institutionnel.

- **Le financement** :

Le financement étant le nerf de l'économie, il s'agirait donc d'améliorer le système de financement de telle sorte à ce qu'il puisse jouer son rôle pleinement dans l'encouragement des investissements. A ce propos, l'exemple de la création récente (janvier 2004) de la caisse de garantie des crédits d'investissement et du fonds de capital risque pour le secteur des PME, va dans ce sens, en incitant le système financier à participer plus à l'effort d'investissement et de financement[9].

- **L'environnement administratif** :

L'entreprise économique pendant des années s'est trouvée confrontée à un environnement administratif lourd, et, c'est dans ce contexte que l'ordonnance N° 01-03 du 20 Août 2001 a été promulguée en vue de faciliter la création de nouvelles entreprises en mettant en place la formule du guichet unique qui, tout en n'étant pas une solution radicale, n'en est pas moins une réelle amélioration.

- **Partenariat et sous-traitance** :

Que ce soit entre nationaux ou avec des étrangers, le partenariat et la sous-traitance sont des vecteurs importants d'intégration , d'acquisition et de développement de savoirs faire. Ils permettent aussi la réduction et le partage des risques.

- **L'accès au foncier :**

La question du foncier quoique très différente d'une région à l'autre reste très sensible et complexe. Cette situation exige un assainissement et une simplification des procédures d'accès pour les investisseurs.

---

[9] La part du système bancaire dans le financement des nouveaux investissements dans le secteur des PME-PMI n'excède pas les vingt pour cent (20%) pour l'année 2002.

Conclusion et Remarques

Vu les bienfaits du processus **de stabilisation macro-économique** dont a bénéficié l'Algérie depuis ces dernières années, il est évident qu'il doit être préservé, consolidé et mieux sécurisé.

Cette consolidation doit se concrétiser à travers une **politique monétaire rigoureuse** qui permettrait de mieux maîtriser le taux d'inflation et de le réduire par rapport à son niveau actuel qui est d'environ 4%. Il en est de même pour les taux d'intérêt qui doivent avoir pour objectif de favoriser les investissements.

En outre, le recours au déficit budgétaire peut être inévitable et même utile dans un contexte de relance économique. En effet, un endettement public soutenable et bien maîtrisé, interne ou externe (corollaire d'un déficit public), peut être un outil efficace de la politique économique. Ceci peut être illustré par l'exemple des USA qui, ayant l'une des politiques les plus pragmatiques au monde, ont eu souvent recours à ce levier et à grande échelle (l'administration actuelle, contrainte par un contexte de besoin de relance économique[10], même en ayant hérité d'un excédent budgétaire de près de 250 Mds de $, a eu recours au déficit budgétaire à hauteur de 500 Mds de $ pour 2003 avec un même niveau prévu pour 2004).

En Algérie, et depuis longtemps, l'essentiel des recettes budgétaires (pas moins de 65%) proviennent de la fiscalité sur les hydrocarbures. A notre humble avis, le système fiscal doit s'orienter principalement, vers le professionnalisme, la performance et la transparence. Un système fiscal efficace est sensé dynamiser l'activité économique et encourager l'investissement et le réinvestissement productifs nationaux et attirer les capitaux étrangers. Un système fiscal efficace peut être un facteur non négligeable pour favoriser la compétitivité du produit national surtout dans l'actuel contexte de mondialisation économique

[10] Il faut noter, ici, que pas moins d'un cinquième de ce déficit est dû au financement de guerres.

marqué par une rude concurrence. Il peut même aller jusqu'à l'exonération du réinvestissement du profit.

Certes, il est difficile de cerner tous les aspects du problème complexe relatif aux perspectives de développement économique de l'Algérie, néanmoins, les institutions ont un rôle déterminant à jouer dans la création et la promotion d'un espace économique viable et attractif pour les acteurs économiques.

Tout de même, les évolutions enregistrées depuis cinq (05) ans ont permis de mettre au vert tous les indicateurs macro-économiques.

Avec la chute du prix du pétrole à partir du premier trimestre 1986 et la réduction importantes des recettes des hydrocarbures (de 38%), la situation financière du pays s'est dégradée . En conséquence , l'accès au marché financier international s'est réduit aux seuls crédits à court terme, ce qui a influé négativement sur la structure de la dette extérieure.

Malgré les mesures prises, depuis, pour faire face à la situation, surtout l'ajustement progressif du Dinar Algérien (une dépréciation cumulée de 30% entre 1986 et 1988), la situation ne s'est pas améliorée puisque le niveau du service de la dette extérieure pour l'année 1988 a atteint plus de 74% selon les chiffres officiels annoncés à l'époque.

Comme nous le savons , et, malgré la persistance des autorités du moment à prendre plus de mesures de réforme aux différents niveaux (monétaire, financier et économique) et, l'amélioration des recettes des hydrocarbures dans le contexte de la première guerre du Golfe, la situation économique et surtout financière s'est encore dégradée. En effet, durant cette période, les réserves de change sont tombées à un niveau record de 1,5Md de $ en 1993 d'une part et, d'autre part le service de la dette qui a atteint un nouveau record de près de 89%.

C'est à ce moment là que l'Algérie a été obligée de recourir au FMI et à la signature d'un accord de confirmation. Ceci aura été

le début d'un engagement dans des réformes soutenues par les institutions monétaires et financières internationales (comme cela a été développé dans l'intervention de M.Medjitna).

Ces réformes ont généré, dans un premiers temps, quelques effets négatifs tels que la flambée des taux d'intérêts nominaux (plus de 20%) et l'augmentation du taux de change du Dinar du fait de la dévaluation (39% au mois d'Avril 1994) puis, de la dépréciation continue durant surtout les trois (03) années suivantes. Cette situation, qui a duré jusqu'à la fin des années1990, a accentué les difficultés auxquelles était confrontée l'entreprise économique et, a commencé à s'améliorer progressivement pour atteindre le niveau de stabilité économique actuel, il est vrai, dans un environnement plus favorable.

La question qui se pose, pour l'Algérie aujourd'hui, est de comment préserver et consolider durablement ces performances pour permettre à l'entreprise économique de s'épanouir dans un environnement favorable ?

Il est clair actuellement que des possibilité d'amélioration de l'environnement de l'entreprise économique existent. En effet, en plus de la nécessité d'agir sur le secteur informel pour assainir l'environnement économique, nous faisons allusion ici particulièrement à la confortable situation financière du pays et, plus précisément à l'accroissement continu, durant ces dernières années, du niveau des réserves de change qui a atteint à fin 2003 le record de 32,9Mds de $ (comme cela a été développé par M. Medjitna).

La question que nous posons ici est : comment utiliser au mieux ces importantes réserves pour améliorer l'environnement financier de l'entreprise économique, sachant bien qu'elles peuvent servir, entre autres, à améliorer la liquidité du pays et donc son attractivité, à condition qu'un marché financier performant soit mis en place dans toutes ses composantes ,en particulier, la bourse des valeurs mobilières.

Enfin, n'est-il pas opportun d'offrir une deuxième possibilité de financement -autres que les lignes de crédit étrangères- aux entreprises économiques, ayant des capacités d'autofinancement suffisantes, en leur permettant un accès à ces réserves pour faire face à leurs besoins sans risques de change ?

Certains intervenants m'ont déjà précédé et ont noté l'amélioration qu'a connu l'environnement financier et, de façon générale, économique (encore consolidable et améliorable).

Comme, il ne faut pas oublier le retour réussi de l'Algérie, ces dernières années, sur la scène internationale pour y retrouver progressivement la place qui lui revient (ex : membre non permanent du conseil de sécurité, l'initiative du NEPAD, l'accord avec l'UE ...) ce qui ouvre d'autres perspectives à nos entreprises économiques.

Nous tenons aussi, ici, à souligner l'apport de l'évolution positive de la situation sécuritaire à ces résultats. Ainsi nous constatons le retour et l'installation d'entreprises économiques étrangères comme certaines grandes compagnies aériennes (telles Air France, British Airways...), des investisseurs étrangers dans différents domaines (Hydrocarbures, Télécommunications, BTP, Banques, pharmacie...).

Que faut-il entreprendre pour consolider et encourager cette tendance à long terme ?